

5^e Bureau

Entré le 5.5.43

N° 149

Classement

6^e BUREAU

BULLETIN MOUVEMENT



No 8

STALAG VI G

1er Avril 1943.

Gepprüft .-

Stalag VI/G



LA FRANCISQUE

Dès que l'Assemblée Nationale lui eut remis la direction de la Nation Française, le Maréchal Pétain eut le souci de remplacer Marianne, devenue expression de la facilité et de la lâcheté, par une nouvelle image qui symbolise la nouvelle période de l'histoire de France. Telle est l'origine de la Francisque gallique, symbole de la Révolution Nationale, symbole de virilité et de fidélité à la politique du Maréchal.

La Francisque est devenue un insigne en France et parmi les prisonniers. Beaucoup de nos camarades se font un devoir de la porter, mais qu'ils se rappellent que la Francisque n'est, sur une veste, ni un ornement, ni une décoration, ni une récompense, sauf pour ceux à qui le Maréchal a remis personnellement son insigne.

Le prisonnier agraffe volontairement et librement la Francisque. Il prend par là-même un ENGAGEMENT moral et public, un engagement de fidélité aux principes de la Révolution Nationale :

- à la révolution morale, basée sur le développement d'un esprit communautaire dans la famille, la profession, la patrie.

- à la révolution politique et sociale du Maréchal et de son gouvernement.

Soyons honnêtes ! Chacun est libre de porter la Francisque ! mais que celui qui la porte traduise dans ses paroles et dans ses actes son intelligente fidélité.

Il n'est de renouveau et de grandeur que dans l'honneur et la loyauté.

Le Bulletin .

L. P. 4055 B

S O M M A I R E

Editorial : La Francisque	Le Prolétaire par Fraisse
Acceptons la lutte par Brunet	Activité du Mouvement Pétain
La R.N. au jour le jour	L'Homme de Confiance communique
France et Allemagne par Plantier	

ACCEPTONS LA LUTTE

Combien de fois ai-je entendu nos camarades exprimer leur scepticisme lorsque nous parlions du Mouvement Pétain, de la Révolution Nationale, de notre gouvernement, du nouvel ordre à instaurer en France ?

Combien de fois ai-je entendu nos camarades dire :

--"Que voulez-vous que nous fassions, nous, prisonniers ?"

Beaucoup sont persuadés, ou même se persuadent, que notre situation ne nous permet que de subir ! Cette fausse conception pousse une partie d'entre-nous vers une apathie morale et physique lamentable. Est-ce que, parce que nous sommes privés de toute liberté d'action, nous avons cessé d'être des hommes ? La liberté de réfléchir, de penser, nous est-elle supprimée, interdite ?

Non ! Pas que je sache !

J'entends souvent aussi beaucoup d'entre nous dire :

- "Se préparer au retour ? Pourquoi faire ? Nous ne pouvons rien et verrons bien lorsque nous arriverons !"

Eh bien ! non ! ce ne sont là que paroles de gens amorphes et sans volonté ! Cessons les jérémiades, élevons-nous au-delà des barbelés et restons des hommes, des vrais ! Le Maréchal compte sur nous. Nous ne devons pas le décevoir et, par l'esprit prisonnier, créons-nous une mystique, la mystique du mouvement prisonnier.

Que cherchions-nous tous avant cette guerre ? Nous voulions un mieux social, plus de justice et plus d'équité. Tous, nous cherchions des chefs, et comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, certains en étaient arrivés à idolâtrer des hommes, des chefs de parti. Or, la plupart des programmes présentés par ces partis se ressemblaient tous et nous nous disputions alors beaucoup plus pour une question d'hommes que pour une question d'idées.

L'accord général aurait pu facilement se réaliser. Hélas ! la démagogie s'en mêlait et les chefs de file intervenaient beaucoup plus pour eux que pour réel idéal.

La politique est presque une religion. Elle est là pour défendre des idées, des intérêts moraux et matériels. Elle aurait dû être un sacerdoce, un apostolat. Hélas ! elle était devenue surtout une affaire commerciale, la recherche d'une clientèle électorale. Nous le pensions tous, le regrettions, mais nous n'osions pas avoir la volonté de réagir.

Pourtant le devoir d'un chef, d'un vrai, n'est-il pas de montrer le chemin de la vérité ?

Dans notre glorieuse histoire, les ministres qui ont été les meilleurs artisans de la grandeur française n'ont-ils pas été les plus impopulaires auprès de leurs contemporains ? Richelieu, Mazarin, Colbert, Turgot et plus près de nous Jules Ferry, Poincaré, parmi tant d'autres ? Ces hommes à qui aujourd'hui nous rendons hommage n'ont-ils pas été contraints de gouverner contre l'opinion publique ? Ils n'ont pas eu peur de l'impopularité, ils ont agi avec une seule pensée : la France d'abord !

En 1939, nous étions démocrates. Nous pensions en démocrates et, par faux respect de la démocratie, nous ne voulions pas être heurtés dans nos sentiments. Nous ne suivions que ceux qui nous promettaient la facilité. Nous limitions notre action à quelques vagues manifestations oratoires, défilions dans les rues et rentrions aussitôt à la maison retrouver nos aises, notre confort, persuadés d'avoir agi.

Pauvre régime démocratique débordant de démagogie ! Politique intérieure, politique extérieure, toujours de la démagogie, toujours à la recherche du bulletin de vote !

Les nations qui nous entourent ne se sont pas encombrées de fausses idéologies. L'Angleterre elle-même, pays du libéralisme, ne se laissait pas aller. Toute sa politique était dirigée vers la suprématie de son drapeau : Rule Britannia et dans ses luttes intestines jamais la politique extérieure n'a été étalée sur la place publique et n'a fait l'enjeu des batailles électorales. Nous avons aujourd'hui tendance à lui reprocher de nous avoir entraînés dans la guerre. Ne sommes-nous pas d'abord les premiers responsables ? On n'entraîne que les faibles vers le désastre et notre faiblesse était justement de ne pas agir en Français indépendants. Nous n'avons pas à prendre notre mot d'ordre à Londres, à Moscou ou ailleurs, mais chez nous, simplement.

Désintoxiquons-nous du passé. Acceptons la lutte en gens décidés et virils. Nous n'avons de secours ou aide à attendre de quiconque. Nous devons nous refaire nous-mêmes, penser français, agir en Français. Le Maréchal nous y invite depuis juin 1940 et beaucoup d'entre nous n'ont pas encore compris. Le Chef du Gouvernement français nous convie à créer une nouvelle république socialiste française. Qu'est-ce à dire ?

Chacun de ces trois mots se trouve être un programme.

République veut dire liberté collective, régime par lequel le peuple peut faire connaître ses désirs, ses sentiments.

Socialiste, signifie tenir compte des possibilités de l'individu afin de lui permettre l'accession aux différents postes de la société et tenir compte d'un minimum de justice, d'équité sociale, lui assurant un standard de vie compatible avec sa dignité d'homme.

Français nous assure que nous ne devons être prisonniers d'aucune influence étrangère, que nous devons agir, penser, sentir, suivant nos seules aspirations nationales, tenir compte de notre culture, de notre civilisation.

En s'inspirant de nos mille années de glorieuse histoire, de superbe civilisation, nous pouvons toujours agir en vrais Français, ce qui n'exclut pas la possibilité, la nécessité de vivre en bonne

intelligence avec tous nos voisins.

Ne pensons donc à notre tout proche passé que pour nous débarrasser de notre manque de volonté, de vitalité nationale.

Notre action de prisonnier ? La voici ...

Se désintoxiquer, faire abandon des anciennes erreurs, se pénétrer de l'idée que nous ne pourrions redevenir une grande nation qu'en acceptant l'ordre, l'autorité, la discipline. Cesser de chercher chacun sa propre vérité. Se méfier de toutes les solutions de facilité.

Nous avons accepté sans discussion le Maréchal pour Chef. Ne commençons pas à le discuter sur le choix des hommes qu'il veut pour diriger l'action. Ne séparons jamais le Maréchal et son Chef de gouvernement quel qu'il soit. Nous aurons ainsi beaucoup travaillé pour la Révolution Nationale qui, hélas ! ne pourra réellement se réaliser qu'après la fin du conflit actuel.

BRUNET Marcel
VI/F 37253

LA RÉVOLUTION NATIONALE AU JOUR LE JOUR

15 Février CREATION D'UN SERVICE OBLIGATOIRE DU TRAVAIL

Pour cesser de faire poser sur les seuls ouvriers les charges résultant des conditions de guerre, le gouvernement français crée le Service Obligatoire du Travail qui permet de répartir sur toutes les catégories sociales les charges nationales.

Ayant une mission précise à l'heure actuelle, on peut penser que ce Service Obligatoire du Travail, déjà ébauché dans le cadre des Chantiers de Jeunesse, demeurera comme une acquisition de la R.N. Chacun devra apprendre la loi du travail et se mettre au service de la communauté nationale pendant une période de la jeunesse. Autrefois le pays avait seulement besoin de soldats, il a besoin aujourd'hui de constructeurs.

24 Février.-

LE NOUVEAU CONSEIL NATIONAL

M. Pierre Laval annonce à la presse qu'il va instituer un nouveau Conseil National destiné à donner son avis sur la préparation du budget et chargé surtout de préparer la nouvelle constitution.

Ce Conseil National sera comme "une maquette de la France entière". Il comprendra une représentation territoriale assurée par les présidents de tous les conseils départementaux et des délégués de l'Empire, une représentation des intérêts sociaux et économiques par des membres de la corporation paysanne et des comités sociaux, une représentation des intérêts des collectivités par les délégués de la famille, des Anciens Combattants et prisonniers, des professions libérales, etc. Ces membres seront nommés par le gouvernement mais sur proposition et après entente avec les communautés qu'ils seront chargés de représenter. Ce nouveau Conseil National sera sans doute une ébauche du futur Sénat.

28 Février.- ASSEMBLEES CONSTITUTIVES DE LA MILICE FRANCAISE

Dans tous les chefs-lieux de département de la zone Sud, se tiennent les assises constitutives de la Milice Française.

Un message de Joseph Darnand précise la portée de la Milice qui doit faire face, dans une France privée d'Empire, de flotte et d'armée, au péril communiste sur le territoire national même. "Les communistes recrutent, militent et arment" dit-il "pour sauver la France de ce nouveau péril, la France toute entière doit se dresser."

Le 13 et le 14 Mars, la Milice organise des réunions de cadres dans plusieurs villes par département. Les journaux annoncent 150.000 participants.

1er Mars.

RETOUR VERS L'UNITE FRANCAISE

Le 1er Mars entrent en vigueur les mesures destinées à assouplir les lignes de démarcation existant en France et prévues par les conditions de l'Armistice. Le passage entre la zone interdite et la zone nord redevient libre et les autorités françaises assurent à nouveau le contrôle individuel à la frontière franco-belge. Le passage entre la zone Nord et la zone Sud devient aussi libre sur présentation d'une carte d'identité. Les relations postales redeviennent normales entre les deux zones.

Ces facilités accordées par le gouvernement allemand à la suite de la politique persévérante et tenace du Président Laval mettent fin à de douloureuses situations familiales, lèvent une lourde hypothèque sur l'avenir et permettront à la France de retrouver une unité spirituelle profonde, unité compromise par le cloisonnement et des expériences politiques différentes.

8 Mars.- EN MARCHÉ VERS LA DECENCE SOCIALE : MEGEVE

La France souffre de la faim et le manque de discipline sociale gêne considérablement les efforts de répartition du Ravitaillement National. Les "riches" depuis l'armistice, non seulement se ravitaillent au marché noir, mais certains dans un égoïsme cynique continuent à afficher leur luxe, surtout dans certaines stations balnéaires ou touristiques. Cet hiver, le scandale était devenu particulièrement grand à Mégeve et certain gala de bienfaisance qui permit des "débâches alimentaires" attira l'attention du gouvernement qui a expulsé de Mégeve ces singuliers touristes, à l'exception des malades. De plus, le Gouvernement a subordonné l'organisation de galas de bienfaisance à l'autorisation préalable.

Il y a donc quelque chose de changé en France et de l'excès même de notre misère naît un nouvel ordre où les pouvoirs publics se mettent au service de la communauté nationale contre les égoïsmes et les individualistes. La charité d'autre part, doit devenir plus discrète et ne pas être un prétexte à un étalage de richesses et de mondanités ... au profit de gens qui n'ont rien ou qui depuis trois ans sont retenus dans des barbelés.

FRANCE · ALLEMAGNE

RAPPORTS CULTURELS et ECONOMIQUES

Plus que les rapports politiques, les relations entre la civilisation et l'économie des deux pays ont été étudiées avec objectivité et pénétration. De part et d'autre de la frontière, de grands esprits ont toujours été attirés par ce que le voisin apportait de neuf dans le domaine de la matière et de l'esprit. Pourtant les oppositions ne manquent pas.

LES DIVERGENCES.-

Au XX^{ème} siècle, époque du machinisme-roi, nous voyons surtout les conflits économiques. Ceux-ci datent de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Ils correspondent essentiellement à la rivalité de deux grandes puissances industrielles qui ont des méthodes et un potentiel différents.

Sur le plan de l'organisation, il ne fait plus aucun doute que l'industrie allemande est plus concentrée, plus hiérarchisée, plus "rationalisée" grâce à l'intégration verticale des "konzern". Les industriels s'associent étroitement les hommes de science et les banquiers. Ils sont dociles aux ordres de l'Etat. Résultat : les techniques sont plus modernes et les prix de revient moins élevés qu'en France.

En puissance, l'industrie allemande dispose de masses de houille uniques sur le continent, d'un excellent réseau de voies navigables et d'une très forte main d'oeuvre. Toutes choses dont manque la France. Cette industrie a pris un essor prodigieux à partir de 1871. En 1935, par exemple, malgré la Crise, l'Allemagne produisait 4 fois plus de charbon, 2 fois et demi plus de fonte, trois fois plus d'acier, trois fois plus d'aluminium que la France.

Dans un monde livré à la libre concurrence, l'industrie allemande avait donc l'avantage. La rivalité franco-allemande dans le domaine industriel se manifestait sur les marchés extérieurs ; avant la guerre de 1914 en Russie, en Turquie, en Amérique, au Maroc. Depuis la guerre, elle était particulièrement vive dans l'Europe danubienne et balkanique. La France y avait rapidement perdu l'avantage. Elle redoutait même pour elle la concurrence allemande. Un article du traité de Francfort de 1871 assurait à l'Allemagne le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, c'est à dire que les produits allemands payaient les droits de douane minima. La guerre de 1914 fit naître des industries autonomes. Lorsque les rapports furent renoués, l'Allemagne avait perdu en France des marchés qui avaient été son monopole, par exemple les industries chimiques et électriques. Ce furent les "Réparations" qui lui rendirent son rôle parce qu'elles déterminèrent un afflux de matériel gratuit certes, mais que l'Allemagne seule mit en place et entretint. La concurrence franco-allemande reprit donc. Pour protéger la production nationale, l'Etat français n'avait plus qu'à élever les droits de douane. Il en résultait de nouveaux désaccords.

Des conflits économiques se dissimulaient facilement derrière les oppositions culturelles. De Mme de Staël à Ernst Curtius, philosophes et moralistes se sont plus à noter - beaucoup trop systématiquement d'ailleurs - les contrastes de caractère entre l'Allemand et le Français. Certes, l'Allemand est métaphysicien et dynamique. Il a le sens du devenir, de la hiérarchie, du groupe, de la race. Mais le Français est-il exactement le contraire, si même le scepticisme, le réalisme et l'individualisme sont les traits les plus frappants de son caractère ?

Il est vrai que l'Allemand luthérien s'est opposé au Français catholique. Mais, au moment des guerres de Religion, 1/3 des Français était protestant et plus d'un tiers des Allemands catholiques. Il est vrai également que la philosophie allemande est opposée à la française dans son ensemble, mais Nietzsche a affirmé maintes fois ce qu'il devait à la pensée française. La musique aussi est bien différente. Pourtant la valse est viennoise. Tandis que la littérature allemande tend naturellement au lyrisme ou à une rigueur scientifique qui nous semble pesante, les lettres françaises présentent une variété où se retrouvent parfois des caractères analogues !

LES CONFLUENCES.-

Il existe en effet entre les cultures allemande et française d'indéniables contacts qu'ont favorisés des ponts, villes ou individus. J'ai eu l'occasion de souligner dans "L'Echo de la Hardthöhe" le rôle primordial de trait d'union joué par les villes du Rhin, Strasbourg, Cologne, Mayence. Mais Paris a toujours rayonné sur l'Allemagne de l'Ouest depuis l'époque médiévale où les étudiants allemands venaient par milliers à la Sorbonne. Beaucoup plus tard, Vienne attirera de nombreux Français par sa culture à la fois germanique et cosmopolite. Des hommes ont favorisé aussi les rapprochements, beaucoup involontairement d'ailleurs. Ainsi, les protestants français émigrés après la Révocation de l'Édit de Nantes, plus tard les émigrés dits de Coblenz sous la Révolution, enfin les émigrés de la Jeune Allemagne fuyant la réaction autrichienne après 1815. Il y a eu, il y a toujours des ponts indirects : les pays neutres de culture mixte comme la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique même où ont apparu ces curieuses synthèses que sont Rousseau, Mme de Staël et plus tard Maeterlinck.

Certaines époques ont été particulièrement riches en confluences le Moyen-Age notamment. Après la pénétration des moeurs, des coutumes et des dialectes germaniques dans ce qui devait être la France, celle-ci exporta vers l'est les formules de l'art dit gothique, les chansons de gestes, les romans courtois que les érudits allemands, les premiers, ont étudiés pour mettre en lumière les sources d'inspiration de la poésie germanique. Au XV^{ème} et au XVI^{ème} siècle, c'est l'Allemagne qui fait rayonner sur la France ses artistes, ses banquiers, ses savants, de Copernic à Képler et ses penseurs mystiques : l'auteur de l'imitation de Jésus Christ et Luther qui fournit à Calvin les bases de son protestantisme.

Au XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, le courant change de sens. Les littérateurs allemands se mettent à l'école du classicisme français. Le Roi de Prusse, Frédéric II, fait des vers français, attire Voltaire et Maupertuis, tandis que chaque prince allemand se fait construire un Versailles proportionné à ses revenus. Les armées de la

Révolution introduisirent enfin des principes juridiques et politiques dont le choc déterminera en partie la Renaissance de l'Allemagne endormie depuis la guerre de Trente Ans.

Mais déjà a commencé une troisième période d'influence allemande en France. Les romantiques français sont "emballés" par le Rhin, ses bords et ses légendes. Le génie universel de Goethe exerce une action profonde aussi bien sur les poètes comme Gérard de Nerval que sur les musiciens, Gounod, Berlioz, Massenet. La musique allemande elle-même triomphera après 1870 avec le Wagnérisme. La science allemande, distribuée par les Universités rhénanes, donne un esprit nouveau aux sciences naturelles, humaines et sociales en France. "La vie de Jésus" de Renan est fille de celle de l'allemand Strauss. Cette prééminence de la pensée allemande n'est pas sans provoquer des réactions en France dont Péguy et Debussy sont des exemples illustres. Cela donne un coup de fouet à l'invention française. Nos chefs d'oeuvre, nos savants comme Pasteur, nos artistes comme Rodin, inspirateur de Rilke et de Breker, trouvent outre-Rhin des admirateurs passionnés. Les grands conflits politiques ont certes gêné les échanges. Ils ne les ont pas arrêtés. Aujourd'hui encore, les romans de Balzac et le "Jean Christophe" de Romain Rolland, les principes raciaux de Gobineau, sont des éléments de la culture germanique.

Nulle part mieux que dans le cinéma, ce septième art du XXème siècle, n'ont été matérialisés les échanges culturels, mais aussi économiques entre la France et l'Allemagne. Qu'on se souvienne seulement que c'est à Munich que Jacques Feyder tourna les "Gens du Voyage". Les capitaux étaient allemands. Deux grands pays contigus en effet ne peuvent vivre sans échanges. Aussi était-ce avec l'Allemagne que la France faisait le plus de commerce. La France manquait de charbon, l'Allemagne de fer et d'aluminium. La France avait un excédent agricole dont l'Allemagne résorbait une partie. En 1934, par exemple, nous avions acheté à l'Allemagne pour 2 milliards 225 millions de houille, produits chimiques, bois, pâte à papier, etc. tandis que nous lui avions vendu pour 2 milliards environ de minerais (fer et bauxite), de textiles, de phosphates, etc. L'Allemagne était notre meilleur client en ce sens qu'elle nous achetait presque autant qu'elle nous vendait alors que l'Angleterre et surtout les Etats-Unis nous achetaient relativement peu.

Cette nécessité de la collaboration économique s'était déjà imposée avec force, puisque des accords durables avaient été conclus dans certaines branches industrielles. Il y avait un monopole franco-allemand de la potasse pour l'exportation sur la base de 1/3 pour la France, 2/3 pour l'Allemagne. France et Allemagne étaient les protagonistes du cartel de l'Acier en Europe. On était même arrivé à des accords pour l'exploitation des lignes aériennes, par exemple pour celle de l'Amérique du Sud que desservait alternativement les avions français et les zeppelins allemands.

La tension diplomatique depuis 1936 et la guerre avaient bouleversé tout cela. La victoire allemande et le blocus anglais ont entraîné une reprise foudroyante des échanges. Les circonstances sont exceptionnelles. Aussi n'en tiendrai-je pas compte. Il n'en demeure pas moins qu'indépendamment de toute préoccupation politique, les contacts franco-allemands sont forcément très étroits. Que peuvent

ils être à l'avenir ? Je ne suis ni journaliste ni prophète, mais historien et géographe. J'ai tenu simplement à résumer les données essentielles d'un problème très vaste. Vous concluez vous-mêmes.

André PLANTIER
VI/H 4272

LE PROLETAIRE

Les grandes entreprises capitalistes ont besoin d'argent et de machines, mais pour produire elles ont aussi besoin de main-d'oeuvre, d'ouvriers. L'usine a happé une nombreuse population et en particulier celle des campagnes pour l'entasser à la périphérie des villes dans des banlieues hâtivement construites ou dans des cités ouvrières inspirées du type des casernes. L'ouvrier a été déraciné, arraché à la terre et à son milieu naturel. Il a été encore un peu plus déshumanisé par son travail même. Le machiné a fait de l'artisan, fier de son savoir, de son métier, de son habileté, un ouvrier-manoeuvre, aujourd'hui à une machine, demain à une autre. N'ayant ni terre, ni province, ni métier, ni statut professionnel, l'ouvrier est devenu le prolétaire.

L'ouvrier reçoit, pour son travail, une somme d'argent, un salaire. Comment est établi le prix de ce salaire ? Dans le libéralisme pur, d'après la loi brutale de l'offre et de la demande. Quand il y a beaucoup d'ouvriers et peu de travail, le salaire baisse. C'est ce que nous avons vu en 1931 - 33 en France. Dans le cas contraire, après une guerre par exemple, le salaire augmente. Dans l'entreprise capitaliste, le montant du salaire est calculé comme le prix d'une marchandise. Dans l'établissement du prix de revient, l'administrateur tient compte de l'amortissement du capital et de l'installation, du prix des matières premières, des frais généraux, du coût de la main d'oeuvre et il traite tous ces postes sur pied d'égalité. Pour abaisser au maximum le prix de revient et faire le plus grand bénéfice, il réduit autant que possible les frais et en particulier les frais de main d'oeuvre. Commandée par la seule loi du profit, l'entreprise capitaliste a pour ennemi les salaires élevés et les prétentions ouvrières. Le profit n'est grand qu'en abaissant encore la condition du prolétaire. Le capitalisme est l'ennemi de l'ouvrier et porte comme un fruit la lutte des classes qui traduit l'opposition d'intérêts entre ceux qui détiennent le capital et ceux qui produisent.

Il n'a dans son essence aucun souci du travailleur dont il a cependant un besoin absolu. Ce besoin même explique certaines mesures sociales prises dans les entreprises, dans le but de s'attacher et de fixer la main d'oeuvre : construction de logements, cantines, écoles, assistance sociale. Mais là encore, l'entreprise ne se met pas au service de ses ouvriers. Elle ne fait qu'une politique intoligente et une bonne affaire.

Les ouvriers, tout en profitant des avantages que leur accorde l'entreprise ne les ont jamais appréciés sous le même angle que le

patron. Ils y ont vu une charité alors qu'on leur refusait la justice.

Scumis à la loi de l'opposition d'intérêts, de la lutte, les ouvriers se sont rebellés. Par des grèves qui compromettent le succès de l'entreprise, ils ont réclamé leurs droits.

Dans un premiers stade, ils ont revendiqué le droit de s'associer l'union étant nécessaire pour avoir une force suffisante en face des puissances d'argent. Ce droit, il ne l'ont obtenu qu'en 1884.

Dans un deuxième stade, ils ont par leurs syndicats demandé le droit de discuter, pour tout un corps de métier, le montant du salaire pour enlever cette décision à l'arbitraire patronal. En 1936, l'obligation du contrat collectif a sanctionné cette réforme.

Mais il a fallu attendre la Révolution Nationale et la Charte du Travail pour que l'on reconnaisse officiellement que le salaire ne devait pas être calculé par rapport au profit de l'entreprise ou du marché du travail mais par rapport à la vie de l'ouvrier : principe du salaire vital.

Cette décision révolutionnaire marque la fin du libéralisme en obligeant le capital à se plier à la loi de l'intérêt général représenté par les organismes sociaux et économiques prévus par la Charte.

Le salaire vital n'est lui-même qu'une étape -importante certes- vers une justice plus grande. D'où vient en effet le profit d'une entreprise ? Une entreprise, qu'elle extraye du minerai, qu'elle transforme, qu'elle fasse de la soie ou des autos, crée un produit ayant une valeur marchande. Mais qui est-ce qui crée ? Le capital, les machines fournies par le capital, ne sont que la condition de la production. Le facteur humain est seul créateur, c'est à dire le travail du directeur, de l'ingénieur et de l'ouvrier.

Et pour ce travail, qui est son oeuvre et sa propriété, l'ouvrier ne reçoit qu'un salaire forfaitaire, sans rapport avec la valeur de son travail, valeur qui crée cependant le bénéfice de l'entreprise. Le profit créé par l'ouvrier va seul au capital. Relégué dans une situation de dépendance presque absolue, le prolétaire est frustré de son bien propre, du seul bien véritablement humain : le travail et ses fruits.

Dans le capitalisme, même aménagé, l'ouvrier n'est pas seulement privé de son droit à jouir de son travail, mais aussi de la reconnaissance pleine de sa dignité. Dans l'usine, l'ouvrier n'est qu'un matricule. Il a sa fiche à l'horloge de pointage ou au bureau de paye mais n'a aucune relation personnelle avec ses chefs. Ni lui, ni ses camarades ! Il est un rouage anonyme.

Et cet anonymat se reflète sur toute sa vie. Inconnu en tant qu'homme, il n'a pas la possibilité de s'élever dans sa profession même, il ne peut espérer une promotion au choix, une prime à la valeur ou à la qualité ouvrière s'il n'a pas la clef des situations dirigeantes : l'argent. Et cette douloureuse situation, le prolétaire la ressent encore plus pour ses fils que pour lui-même. Il n'a pas la possibilité d'ouvrir à ses enfants le monde des personnalités libres, du monde qui fréquente les théâtres, les universités, du monde qui voyage. Il n'a pu réaliser le plein développement





ses possibilités, il ne peut assurer celles de ses enfants, alors qu'il sent spontanément que la véritable loi de la condition humaine est celle exposée dans les Principes de la Communauté :

"Ni la naissance ni la fortune ne confèrent un droit au commandement. La vraie hiérarchie est celle du talent et celle du mérite."

Toutes les aspirations du prolétaire, le Maréchal Pétain les a résumées dans son admirable discours du 1er Mai 1941 :

"Les ouvriers veulent s'évader de l'anonymat où ils ont été jusqu'ici trop souvent confinés ; ne pas vendre leur travail comme une marchandise, ne pas être traités comme des machines, mais comme des êtres vivants, pensants, souffrants, avoir avec leurs chefs des relations d'homme à homme.

"Ils veulent ensuite échapper à l'incertitude du lendemain, être protégés contre les aléas du chômage, trouver dans leur métier une sécurité ou, pour mieux dire, une propriété, avoir la possibilité d'avancer jusqu'à la limite de leurs aptitudes."

"Ils veulent, en outre, participer dans une mesure raisonnable aux progrès de l'entreprise à laquelle ils sont associés, avoir une sauvegarde efficace contre la misère qui les guette lorsque survient la maladie ou lorsqu'arrive la vieillesse ; pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, selon leurs capacités, de gagner honorablement leur vie."

Le capitalisme qui implique la lutte des classes ne peut les satisfaire.

Le capitalisme doit faire place à une autre organisation sociale et économique ...

P. FRAISSE

L'ACTIVITÉ du MOUVEMENT PÉTAÏN

A l'occasion de la dernière relève, la baraque du Mouvement Pétain a connu une grande animation. Nous avons tenu à donner à nos camarades partant pour la France l'adresse de la Maison du Prisonnier la plus proche de leur domicile. Plusieurs nous ont promis de s'occuper de leurs camarades qui restent. Nous espérons qu'ils tiendront parole !

Dans le cycle des conférences du camp, Fraisse a fait une conférence le 13 Mars sur "d'un nouvel esprit familial" et le 22 Mars, Genon sur "L'Artisanat".

Désormais les conférenciers du camp vont à l'infirmerie refaire leurs exposés et devant le sympathique public des médecins, des infirmiers et des malades valides, Kaelin, Fraisse, Plantier, Brunet se sont succédé.

Nous espérons toujours, dans un jour prochain, pouvoir aussi redonner ces exposés dans les Kdos qui nous en feraient la demande. Dès le début du mois d'Avril, nos camarades Kaelin, Plantier, Fraisse visiteront quelques Kommandos de l'Abschnitt IV.

Hommes de Confiance ou responsables du Mouvement Pétain se succèdent au Camp. Nous avons eu le plaisir de recevoir nos camarades des Kdos 59 - 121 - 205 - 407 - 506 - 511 - 538 - 568 - 539 - 769, qui nous ont fait part de leurs efforts, souvent très méritoires. Nous leur avons donné tous les renseignements désirables et nous avons chargé leurs musettes de documentation.

Notre camarade Dupuy, du Kdo 390, nous a adressé une très intéressante causerie sur "la Paysannerie française" et Mardikian, du 506, un article intitulé : "Souffrir". Nous espérons que leur exemple sera suivi par de nombreux camarades qui nous apporteront la voix des Kdos.

Pour nous mettre au courant de leur activité ou de leurs besoins, nous avons reçu des lettres des Kdos : 6 - 8 - 100 - 127 - 133 - 190 - 192 - 225 - 263 - 278 - 280 - 347 - 358 - 368 - 467 - 494 - 586 - 682. Nous avons répondu directement à chacun et nous espérons que nos lettres leur sont parvenues.

De la lettre de Laurens, du Kdo 478, nous extrayons le passage suivant :

"Il est nécessaire de grouper toutes les forces si petites soient-elles, pour réaliser l'union de tous les prisonniers au sein du Mouvement Pétain. Je dois vous dire que nous avons toujours été de cœur avec vous et que nos volontés tendent comme la vôtre au service du Maréchal."

Que ce passage nous serve aujourd'hui de conclusion et de consigne pour les semaines qui viennent.

L'HOMME DE CONFIANCE COMMUNIQUE ...

RECTIFICATIF POUR LES PRISONNIERS DU 238ème R.I.

Une erreur de rédaction nous a fait omettre dans la communication adressée aux P.G. ayant appartenu au 238ème R.I. et parue dans le précédent bulletin, que seuls les P.G. de ce régiment ayant une famille qui se trouve être nécessiteuse pouvaient adresser chaque mois une étiquette au Sergent Leguay Mle 5679 VI/G qui la transmettra en France.

COMMUNICATION ADRESSEE AUX PRISONNIERS DU DEPARTEMENT DU NORD.-

Le comité central d'assistance aux prisonniers de guerre en captivité du département du NORD rappelle que tout prisonnier a droit à un colis mensuel adressé par ce comité (ou ses succursales locales) soit à titre onéreux quand la famille est aisée, soit à titre gratuit quand la famille est nécessiteuse.

S'il se trouvait dans le Stalag des prisonniers du Nord qui ne reçoivent aucun colis d'un comité local ou d'une mairie, ils sont priés d'adresser par l'intermédiaire de leur H. de C. à l'H. de C. du Stalag les renseignements suivants : Nom et prénoms, Stalag, Matricule, Kommando, adresse civile exacte à la mobilisation (c.à.d. au 2/9/39), l'adresse actuelle de leur famille, la déclaration formelle qu'ils ne reçoivent aucun colis d'un organisme officiel

